

Compte rendu de l'Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" à La Rochelle 31 janvier et 1^{er} février 2009

Prise de notes et élaboration du compte rendu : Nadège Morel et Xavier Rabilloud
Relecture et validation : Philippe Brousse

Merci à tous les bénévoles, aux salarié-e-s, aux administrateurs et administratrices qui ont contribué à l'organisation de cette AG, ainsi qu'à tou-te-s les participant-e-s.

INTRODUCTION Samedi 31 janvier

Mot de bienvenue de Patrice Joubert, conseiller municipal Vert, représentant du maire de la Rochelle.

Patrice Joubert pointe le caractère indispensable du travail du Réseau, d'autant plus face à la nucléophilie exacerbée du gouvernement actuel. P. Joubert donne lecture d'une lettre de Jean-Louis Roumégas, porte-parole national des Verts.

Rappel des règles de fonctionnement d'AG, par Jean-Marie Brom

Animation : successivement Jean-Marie Brom, Chantal Cuisnier, Véronique Marchandier

Modérateur : Jocelyn Peyret

Tour de table des participant-e-s

RAPPORT FINANCIER

Samedi 31 janvier

Présenté par Daniel Roussée et Jacques Caclin

1ère résolution : approbation des comptes

Après avoir entendu lecture du rapport financier et des rapports du Commissaire aux comptes, l'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice allant du 01/09/07 au 31/08/08, et qui se traduisent par une insuffisance des recettes sur les dépenses de 18 316,11 euros.

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	71	2	1	74
%	0%	96%	3%	1%	

ADOPTÉ

2ème résolution : quitus

L'assemblée générale donne quitus au conseil d'administration pour la gestion des activités du Réseau ainsi que pour les comptes approuvés ci-dessus.

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	68	2	1	71
%	0%	96%	3%	1%	

ADOPTÉ

3ème résolution : affectation du résultat

L'assemblée générale valide l'affectation du résultat de l'exercice précédent, telle que votée lors de la précédente Assemblée Générale. L'assemblée générale décide d'affecter la perte de 18 316,11 euros au report à nouveau, ce qui ramènera son solde à 53 066 euros.

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	69	2	0	71
%	0%	97%	3%	0%	

ADOPTÉ

4ème résolution : Approbation du budget prévisionnel

L'assemblée générale approuve le budget prévisionnel pour l'exercice du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2009, tel que présenté avec les comptes annuels et sous réserve des modifications induites par les décisions de campagnes prises par cette assemblée.

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	72	0	2	74
%	0%	97%	0%	3%	

ADOPTÉ

5ème résolution : Attribution de chèques-repas aux bénévoles

Conformément à la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'assemblée générale autorise la Direction à dédommager les bénévoles réguliers au moyen de "chèques-repas du bénévole" prévus par ladite loi.

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	74	0	0	74
%	0%	100%	0%	0%	

ADOPTÉ

Prises de parole avant le vote :

Daniel Roussée : Le nombre impressionnant de chèques reçus représente bien le soutien de milliers de donateurs. Nous sommes en léger déficit pour cette année, mais cela reste dans une proportion très minime par rapport à notre budget global.

Jacques Caclin explique le détail des comptes (se reporter au rapport financier).

Cyrielle Den Hartigh : Pourquoi le commissaire aux comptes a-t-il émis une réserve dans son rapport ?

Daniel Roussée : Il a signalé une petite faiblesse des procédures relatives à la réception des chèques et de l'argent liquide qui arrivent par la poste. Nous avons corrigé cela depuis, pour qu'il y ait toujours 2 personnes présentes quand on ouvre le courrier.

NOUVEAU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Samedi 31 janvier

Présenté par Philippe Brousse

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	68	2	4	74
%	0%	92%	3%	5%	

ADOPTÉ

Prises de parole avant le vote :

Philippe Brousse présente les principales modifications, et signale l'insertion erronée de l'article 29.

Monique Guittenit : Pourquoi le comité de médiation n'a-t-il pas été mis en oeuvre dès l'an dernier ?

Philippe Brousse : Ce retard est lié d'une part à des divergences de vue sur la nature de ce comité, d'autre part à la surcharge de travail. Ce sera une priorité des prochaines semaines.

Gérard Leprieur : Le droit du travail s'applique en cas de conflit qui ne peut être réglé en interne.

Nicolas Dépret : La formulation du dernier alinéa de l'article 15 n'enfreint-elle pas le droit du travail ?

Xavier Rabilloud : Cette rédaction a justement été préconisée par l'avocat du Réseau pour être en conformité avec le droit du travail.

Corinne François : Quelle différence entre les comités et groupes de réflexion, et leur mode de fonctionnement respectif ?

Daniel Roussée : Un comité est "fermé" et décisionnaire. Exemple : le comité de gestion. Les groupes de réflexion sont ouverts et consultatifs.

Antoine Bonduelle : Il faudrait approfondir le risque de la responsabilité juridique du Réseau lié à l'existence de groupes informels nommés "Sortir du nucléaire".

Xavier Rabilloud : La distinction « association de fait » / « association déclarée » a récemment été étudiée avec l'avocat du Réseau. Elle n'a aucune incidence en tant que telle en terme de risque juridique.

Robert Latapy : Met en cause l'absence de justification par le CA de son refus éventuel d'une adhésion.

Marie Nicolas : Remarque sur le manque de parité hommes / femmes dans le CA.

Philippe Brousse : Le futur CA sera saisi des points évoqués pour une évolution ultérieure du règlement intérieur.

RAPPORT MORAL ET SOCIAL

Samedi 31 janvier

Présenté par Johnny Da Silva

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	65	1	8	74
%	0%	88%	1%	11%	

ADOPTÉ

Prises de parole avant le vote :

Corinne François : Il manque une dimension dans ce rapport : interrogation sur la difficulté à mobiliser les gens, difficulté à inverser le rapport de force. La critique de notre propre action est constructive pour aller au-delà d'une vision « en rose » de nos actions et de leurs effets.

Jérôme Salès : Y a-t-il un ordre préférentiel pour la mise en œuvre des actions et campagnes votées ?

Jean-Marie Brom : Non, cela est déterminé par le CA en fonction de l'actualité et des disponibilités.

Bernadette Parance : Il va y avoir un colloque des maires contre les armes nucléaires, n'est-ce pas une occasion de faire connaître nos arguments ?

Nadège Morel : Un prochain dossier thématique en préparation porte sur les liens entre nucléaire militaire et nucléaire civil. Le Réseau travaille en lien avec les réseaux anti-armement.

Quelqu'un : Pourquoi le rapport ne mentionne-t-il pas les rencontres internationales d'ACDN à Saintes ? Y a-t-il eu plus international que cet événement en 2008 ? Le Réseau se ferme sur le niveau national.

Johnny Da Silva : Tout ne peut pas être mentionné dans le rapport moral. Mais le Réseau a soutenu les Rencontres de Saintes.

Françoise Duquesnoy : Je suis déçue par les films du Festival du film court, dont certains, à mes yeux, ridiculisent le mouvement.

COMPTES RENDUS DES ATELIERS DU MATIN

Samedi 31 janvier

Chaque atelier ayant fait l'objet d'un compte rendu écrit annexé à ce compte rendu général, les comptes rendus oraux présentés brièvement devant l'AG ne sont pas repris ici.

- Atelier n°1 : Stratégie
- Atelier n°2 : International
- Atelier n°3 : Déchets, démantèlement, transports
- Atelier n°4 : Sorties du nucléaire et outils de communication

Point par Alain Corrèa pour le Ganva (Groupe d'action non violente anti-nucléaire)

Alain Corrèa fait un point sur l'action de militants passés récemment en procès pour avoir bloqué un train de transport de déchets. Ils ont été condamnés à des amendes et le parquet fait appel car il considère que les peines ne sont pas assez lourdes. Alain Corrèa a lui-même été mis en examen récemment pour avoir occupé un pylône... en 2007. Des bouteilles de jus de pomme sont vendues pour soutien financier face à ces poursuites juridiques. Plus d'informations sur le site Internet du Ganva : <http://nanodata.com/ganva/>

TEXTE D'ORIENTATION STRATEGIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Samedi 31 janvier

Présentation par Alain Rivat

Antoine Bonduelle : Je constate qu'il y a maintenant un consensus pour ne plus affirmer qu'on peut faire disparaître les centrales nucléaires par une bouffée de centrales au charbon. Dans le texte, l'expression "Pré-mai 68 rampant" revient à "se faire plaisir". Il manque aussi la question du paquet climat-énergie de Bruxelles. La seule directive sur les renouvelables (qui impose 23% de renouvelables en France) change profondément le jeu, même dans notre pays pronucléaire. Cet aspect est insuffisamment présenté dans l'analyse.

Didier Anger : La situation est différente de mai 68. Mais il y a des points communs, notamment un pouvoir fort sans opposition parlementaire forte. Il réprime les actions syndicales. Par exemple, il sanctionne le Ganva, ou il attaque Greenpeace plus de 3 ans après une action - après s'être "entendu" avec eux au moment du Grenelle. Leur objectif : s'en prendre préventivement aux militants pour décourager les gens. Il faut avoir ça en tête.

Cyrielle Den Hartigh : 4 remarques de formulation

- signale une phrase pas claire et propose une modification : "parce que le réacteur de Fessenheim symbolise..."
- ajouter "transméditerranéen"
- mouvement européen antinucléaire
- sur le vote 1 : rajouter "et notamment sur les scénarios de sortie en 5 et 10 ans".

Didier Gaillard : Je trouve la formule très abrupte vis-à-vis des syndicats. Pour renouer des contacts avec ces organisations, il ne faudrait pas tomber dans des formules aussi abruptes.

Didier Anger : Au niveau des orientations, on peut présenter des suggestions. Mais il faut laisser le choix aux populations sur les décisions à prendre. Démocratiquement, on ne peut avoir une unanimité du mouvement, que ce soit sur les positions les plus ou les moins radicales.

Monique Guittenit : Dans les actions internationales, il faudrait ajouter l'action OMS, portée par des militants de base du Réseau. Il y a tout un travail de longue haleine; ne pas oublier par exemple le travail de sensibilisation auprès d'Attac qui devient antinucléaire.

Vincent Gay : L'unité; comment on la construit et avec qui ? Il faut panser les plaies suite aux divisions après le Grenelle. Il faudrait tirer un bilan du Grenelle - qui peut encore penser encore qu'il a apporté des bienfaits ? Il faut démultiplier les formes d'interpellation, pourquoi pas vers les salariés en grève. Il y a un risque à traiter les sujets sous forme thématique. On a eu un "échec" de la mobilisation avec la construction du 1^{er} EPR. Il faut se fixer des objectifs prioritaires, dont la lutte contre le 2^{ème} EPR. Cibler sur la réponse alternative face à la question de l'emploi. Elargir le cadre d'alliance au maximum.

Alain Rivat : Il faut développer un langage spécifique, qui n'est pas celui des écologistes, pour toucher de nouveaux publics.

Didier Gaillard : Je me retrouve dans ce texte en tant que militant anarchiste. Par contre, faut-il lancer des accroches vers les dirigeants économiques ? Faut-il se faire l'apôtre du libéralisme pour convaincre les libéralistes de faire des alternatives ? En s'adressant à des responsables religieux, le Réseau est dans un no man's land vis à vis de sa Charte. La position de la Fédération anarchiste, que je représente, serait de quitter le Réseau si le Réseau adressait la parole aux confessions religieuses. Les statuts du Réseau devraient se positionner sur la laïcité.

Alain Rivat : Le but n'est pas de donner la parole à des apologues religieuses ; mais d'inviter nos membres pratiquants à rencontrer leurs autorités religieuses pour essayer que ces organismes prennent des positions vis-à-vis du nucléaire.

Marc St Aroman : Suite à toutes ces questions posées sur le religieux, sur les syndicats, sur l'urgence de la sortie... comment vont-elles être prises en compte pour le texte ?

Alain Rivat : nous allons soumettre des amendements pour préparer un texte définitif qui sera soumis au vote demain.

Stéphane Lhomme : Le risque d'avoir des dérives totalitaires dans le Réseau est purement théorique. Il faut rester extrêmement large. Trouvons les formulations pour rester tous ensemble. Sur la question socio-économique, pendant longtemps on n'aurait pas pensé aller dans les manifs avec des tracts antinucléaires. Aujourd'hui, avec les questions d'emplois et l'exemple de l'Allemagne, où les syndicats ont changé de position, nous devrions être extrêmement offensifs. "Oui à l'emploi. Nucléaire = ennemi de l'emploi". Il faudrait faire un document sur ce thème pour inonder la région de Penly. Ce sont des faits réels, on peut marquer énormément de points. On peut fournir une réponse face à la situation socio-économique.

Jacky Berthomé : On gagnerait à se baser sur les chiffres d'un rapport de l'AIE : selon eux, pour gagner seulement 6% de baisse des émissions de CO2, il faudrait construire au moins 20 EPR par an pendant 40 ans !

Pierre Rosensweig : Personnellement, je fais partie d'un mouvement chrétien anarchiste. Dans ce milieu progressiste, pour la justice et la paix, je trouve des ressources pour la militance antinucléaire près de Fessenheim.

Annie Griffon : Pour info, il y a eu un appel de syndicalistes dans Politis pour "produire de l'énergie autrement" – avec nettement moins de nucléaire. L'appel est soutenu par de nombreux organismes. Le Réseau a-t-il été contacté à ce sujet ?

Philippe Brousse : On se renseignera et on prendra contact.

DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE CAMPAGNES

Campagne n°1 : Indépendance de l'OMS et Chernobyl Day

Dénoncer le diktat exercé par l'AIEA sur l'OMS et dénoncer le laisser faire de l'OMS qui protège les intérêts du lobby nucléaire au lieu de protéger comme c'est son rôle, la santé des populations. Exiger l'indépendance pour l'OMS.

Présentée par SDN Loire et Vilaine et SDN Pays de Rennes

Comment faire passer le message dans le grand public que l'OMS est sous la tutelle de l'AIEA ? En 2009, ce sera les 50 ans de l'accord signé en 1959.

Marie Nicolas : Cette question ne touche pas seulement Tchernobyl et la santé là-bas mais la santé de toutes les populations. C'est un combat pour faire reconnaître que les petites doses nous touchent tous. Mais l'OMS ne peut pas reconnaître cette vérité, car elle est sous la tutelle de l'AIEA.

Bernadette Parance : D'autres Européens participent-ils à la vigie qui se fait devant le siège de l'OMS ?

Véronique Marchandier : Il y a peu de participation d'autres Européens. La campagne serait l'occasion de renouveler le nombre de participants. Nous avons un contact avec l'Ambassade d'Irlande qui veut faire connaître nos revendications.

Monique Guittenit : Il y a 250 personnes qui participent, mais il n'y a pas de liste d'attente... Il y a de gros trous dans le planning, on demande des volontaires. Il faut lier ce thème au danger que nous crachent nos centrales nucléaires quotidiennement.

Alain Rivat : Je suis gêné par la confusion entre les victimes de Tchernobyl et le soutien à l'OMS. Il faut maintenir le souvenir de la catastrophe, et la part du risque nucléaire.

Robert Latapy : D'accord sur le principe, sauf que l'OMS ne peut pas être indépendant; c'est illusoire. Elle est soumise à beaucoup de contraintes autres que l'AIEA. Il faudrait reformuler, dire qu'on veut mettre fin à la soumission de l'OMS.
Anne Meyssignac : Le Chernobyl Day précédent a été une journée "pour un monde sans nucléaire" avec un côté positif, espoir, ni nucléaire ni effet de serre etc. L'un n'empêche pas l'autre... Mais il faut quand même garder une journée ouverte sur l'optimisme. Que l'espoir soit aussi présent.

Campagne n°2 : Elections européennes et scénarios de sortie du nucléaire

Campagne d'interpellation des partis politiques français et des listes de candidats aux élections européennes axée sur les scénarios de sortie du nucléaire en 5 et 10 ans.

Présentée par Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Daniel Roussée : En périodes électorales il y a plus de liberté et d'effervescence politique. Les européennes en juin doivent être l'occasion de demander aux partis quels sont leurs positions. De notre côté nous devons utiliser l'outil de nos scénarios pour interroger les politiques sur ce qu'ils font vis à vis de la sortie du nucléaire.

Frédéric Boutet : Je suis favorable à cette campagne. Dans ma militance, j'ai un sentiment d'urgence. Mais il faut aussi avoir les moyens de faire du travail de long terme. Il faut présenter l'éventail des scénarios.

Charlotte Mijeon : Cette idée en rejoint une autre en cours, qui serait de faire une action commune en Europe pour interpellier les candidats sur une politique énergétique vraiment propre et sûre. Attention de ne pas opposer nucléaire et climat, il mieux vaut demander une prise de position sur les enjeux énergétiques au sens large. Les scénarios sont souvent nationaux. Or les élus européens représentent une région : d'où l'intérêt des scénarios régionaux.

François Mativet : Je ne crois plus au pouvoir politique, mais c'est peut être l'occasion de montrer son impasse.

Didier Gaillard. Les élections sont une torture par l'esérance.

Didier Anger : Je suis gêné par la formulation sur les 5 ou 10 ans. C'est aux populations de décider des échéances pas à nous. Je pense qu'il ne faut pas favoriser un parti plutôt qu'un autre. Je demande un amendement : supprimer l'échéance dans le texte de la campagne.

Cyrielle Den Hartigh : Cette campagne reçoit le soutien des Amis de la Terre France. Il faut profiter de la fenêtre médiatique pour y injecter une thématique antinucléaire. On ne va parler que de changement climatique. Il faut donc que les antinucléaires soient préparés dès maintenant pour y faire face. L'interpellation des candidats est une méthode déjà utilisée et qui obtient de plutôt bons résultats. Voir par exemple la notation des candidats à la présidentielle par l'Alliance pour la planète. Il faut contrer la politique pro-nucléaire de la France à l'échelle européenne. S'il n'y a pas d'échéance dans la campagne, il faut nommer au moins le caractère d'urgence.

Corinne Cap : Il faudrait aussi anticiper les prochaines élections régionales de 2010.

Xavier Rabilloud : Je suis favorable à une interpellation de toutes les listes candidates aux élections européennes. On dispose de plusieurs outils en terme de scénario. Le Réseau n'a pas de position officielle par rapport à un délai de sortie, ce qui transparaît notamment de façon claire dans sa Charte. Pour être en conformité avec les positions du Réseau, je suis favorable à un amendement qui ne préciserait pas un délai de sortie.

Campagne n°3 : Etude de simulation d'un accident nucléaire

Simulation des conséquences d'un accident nucléaire type Tchernobyl sur une centrale française, transposable sur chaque site nucléaire et donc utilisable par chaque groupe du Réseau pour montrer aux citoyens, élus, presse... les conséquences d'un tel accident sur leurs territoires proches.

Présentée par Sortir du nucléaire 49

Yann Triganne : Il faudrait montrer de façon concrète quelles seraient les conséquences en cas d'accident. Cette proposition n'est pas forcément autonome. C'est une idée qui pourrait s'intégrer à d'autres campagnes, Pourquoi pas celle sur l'indépendance de l'AIEA ou la déclinaison des scénarios.

Alain Corrèa : On nous dit souvent que Tchernobyl c'est typiquement russe et non transposable en France. L'ASN a sorti le CODIRPA qui présente 2 scénarios d'accident en France, et les moyens pour gérer les conséquences. Il faudrait se baser sur ce travail officiel.

Véronique Marchandier : Est-ce une étude qui serait payée par des experts ? La demande me semble très vague... Qui ferait des études ? Qui paierait ?

Patrick Destruhaut : Je trouve que ce serait du temps perdu, contradictoire avec l'idée de faire passer un message positif. Il faut mettre notre énergie ailleurs.

Henry Chevallier : L'idée est bonne et pas bonne à la fois.

Yann Triganne : Il suffirait d'un simple visuel avec une carte qui représenterait le territoire touché.

Annie Griffon : C'est une excellente idée, et il faudrait en faire un film de fiction encore mieux que ceux qui existent déjà. Qui soit crédible. Ce n'est pas pédagogique de faire référence à Tchernobyl car on en dit toujours que c'était une technologie soviétique donc non applicable en France.

Alain Corrèa : Je n'y suis pas favorable. On va dépenser de l'argent pour quelque chose qu'on ne sait pas faire.

Monique Guittenit : On va faire un Powerpoint sur les risques de Golfech qu'on peut mettre à disposition de tout le monde.

Marc St Aroman : On avait déjà diffusé des scénarios (réalisés par l'IPSN) qui montraient des cartes de la conséquence d'un accident autour de Golfech.... Ca coûterait pas cher de les présenter.

Campagne n°4 : Moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire

Campagne de popularisation et de mise en pratique des moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire.

Présentée par la Fédération Anarchiste

Robert Latapy : Il faut essayer de se réapproprier le problème de l'énergie dans nos comportements individuels mais surtout collectifs. Constat : on rencontre surtout des panneaux individuels sur des pavillons ou des projets industriels où les locaux n'ont aucun pouvoir de décision. Nous sommes dans une impasse politique globale pour sortir du nucléaire.

Un choix stratégique serait de repartir de la base, de tous les usagers potentiels de l'énergie. Les syndicats, les collectivités locales peuvent être plus à l'écoute. C'est une campagne à long terme pour changer de stratégie et de mode de vie. On peut reformuler cette proposition pour qu'elle soit "digeste" pour chacun, et créer une dynamique. Il faut impulser un esprit coopératif, et une réflexion sociétale de fond. Ce serait important que le Réseau donne de la matière pour les campagnes de groupes. Il pourrait recenser toutes les initiatives collectives existantes.

Charlotte Mijeon : Cette proposition rejoint l'idée de recenser les initiatives de quartiers ou de communes qui recherchent l'autonomie énergétique.

Vincent Gay : Il y a plusieurs points avec lesquels je suis d'accord :

- travailler avec toutes les expériences concrètes existantes et développer un mouvement social de fond ;
- réflexion sur comment on envisage un service public de l'énergie décentralisé appuyé sur des coopératives.

Par contre, ce qui me dérange c'est "auto-passons-nous du nucléaire". Ce n'est pas par une multiplication d'actes individuels que les choses changeront. Le rapport de force est trop écrasant. Le projet stratégique est illusoire.

Frederic Boutet : Je fais le liens avec le livre "Le grand chantier écologique : plein de petits chantiers" de François Plassard. Les actions se situent au niveau local. Mais l'Etat refuse de laisser descendre la décentralisation de l'énergie jusqu'aux collectivités locales. Il y a eu une baisse de la consommation de pétrole l'an dernier. Pendant ce temps, la consommation d'électricité française augmente de 2 % chaque année, et l'Etat répond "aucun problème, on va vous en fournir". C'est un très mauvais message. Peut-on lancer un message, dans l'esprit de Gandhi "je boycotte l'électricité nucléaire" ?

Alain Rivat : Je fais le lien avec Enercoop. Je suis favorable à des idées de coopératives citoyennes qui permettraient par exemple d'acheter au moins une éolienne dans chaque parc éolien. Cela pose des questions sur le service public, sur la distribution de l'électricité, etc. On pourrait envisager des comités d'usagers qui auraient un pouvoir décisionnaire. Il faut parler plutôt d'autonomie énergétique (positif) que "passons-nous du nucléaire" (négatif).

Campagnes nationales 2009-2010 proposées par le CA du Réseau (n°5, 6 et 7)

3 propositions complémentaires :

1 : campagne d'interpellation des listes candidates aux élections européennes du 7 juin 2009 sur la sortie du nucléaire, dans la continuité de la campagne 2008 « Ni nucléaire, ni effet de serre ».

2 : campagne d'information et de mobilisation européenne qui se déroulerait jusqu'au sommet de Copenhague

3 : campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire dans les différentes régions de France, qui s'inscrirait dans la perspective des élections régionales de 2010

Alain Rivat :

Vote 1 : Pour une élection à l'échelle européenne, on ne peut pas présenter des scénarios de sortie étant donné les situations diverses des pays.

Vote 2 : Ce serait une grande campagne de mobilisation, avec une série d'actions locale. Il y aura une délégation à Copenhague.

Vote 3 : Les régionales sont un contexte beaucoup plus franco-français. On peut donc revenir sur les scénarios français.

Monique Guittenit : Ne peut-on pas reprendre l'idée forte de la Charte, et interpellier les candidats sur une décision immédiate de sortie du nucléaire ?

Alain Rivat : Il faudrait décliner différemment la campagne selon les pays, vu les contextes différents – tous n'ont pas de nucléaire.

Françoise Duquesnoy : il y a un problème avec l'intitulé "ni nucléaire, ni effet de serre". Cette expression accrédite l'idée que le nucléaire n'émet pas de CO2. Il manque l'aspect des économies d'énergie. Je rejoins l'avis de Monique pour mettre en avant "une décision immédiate de sortie".

Henri Chevalier. C'est une illusion de penser qu'on peut influencer des hommes politiques. Le bilan des actions passées serait de ne pas perdre notre temps à interpellier les pronucléaires, ils s'en foutent. Il faut interpellier d'autres interlocuteurs (syndicats...).

Marie Nicolas : Il y a un autre problème : alors qu'on va faire un document sur les liens avec le nucléaire militaire, ces 3 campagnes ne concernent que la question de l'effet de serre.

Quelqu'un : Il ne faut pas opposer le travail militant et la sensibilisation des politiques. Il faut "former" les politiques, on obtient parfois des résultats, on peut convaincre des élus. On peut participer dans des instances politiques, des débats. Il vaut mieux ne pas opposer les 2 démarches, qui sont complémentaires et indispensables.

Véronique Marchandier : Je refuse de voter sur la formulation de la campagne n°6 qui évoque une campagne d'ampleur européenne. On ne peut pas décider pour les autres pays. Il faut *proposer* une campagne dans ce sens à nos partenaires européens.

Alain Rivat : Sur la date proposée en décembre, il y a déjà des actions programmées. Nous demandons un mandat de l'AG pour nous lancer dans cette dynamique.

Stéphane Lhomme : Si on ne se limitait qu'à l'interpellation des candidats, ça poserait problème. Mais le Réseau continue son travail sur tous les fronts. Je ne pense pas qu'on devrait limiter le questionnaire à l'effet de serre mais à toutes les problématiques nucléaires. Il faudrait donner un mandat au CA pour concevoir ce questionnaire. La campagne "ni nucléaire, ni effet de serre" est déjà lancée depuis près d'un an. Le slogan est très clair, et il faut continuer de décliner cette campagne jusqu'à Copenhague. Il faut continuer ce qu'on a commencé.

Bernadette Parance : De quels contacts internationaux disposons-nous ? L'Irlande est complètement sur nos positions : ils n'ont ni nucléaire civil ni militaire. ATTAC avance vers un anti-nucléarisme. Il faut multiplier les contacts avec les autres Européens.

Didier Anger : Il manque un point 4 aux propositions du CA : la question du nucléaire militaire. Il n'y a que 2 pays nucléarisés militaire en Europe : la France et la Grande-Bretagne. C'est la même chose en ce qui concerne le retraitement. Voir la convention OSPAR contre les rejets radioactifs dans l'océan, qui a été signée par tous les pays sauf ces deux-là.

Cyrielle Den Hartigh : On doit prolonger "Ni nucléaire, ni effet de serre". Les négociations à Copenhague ne vont parler que de ça, c'est donc indispensable. Ce n'est pas soutenir le mode de l'élection que de faire une campagne lors des élections. C'est utiliser tactiquement une fenêtre médiatique pour faire passer nos idées. Je soutiens totalement la proposition de Stéphane Lhomme : réaliser un questionnaire. Il faut poser la question de l'urgence de la sortie du

nucléaire. Une élection, c'est un moment où on médiatise les programmes des candidats, ce n'est pas soutenir tel ou tel candidat.

Quelqu'un : Nous avons l'intention de nous impliquer dans la campagne et dans l'initiative Europe-Ecologie. Cette initiative permet de croiser les champs d'intervention et de compétences. C'est un travail de fond de longue haleine, une chance qu'on a rarement eue de rassembler autant de monde.

Alain Rivat : Je regrette qu'il n'y ait pas eu de campagne spécifiquement antinucléaire-militaire, et je reconnais qu'on n'y a pas pensé au niveau du CA. La question des M51, des sous-marins, etc sont dans l'actualité. On pourrait faire quelque chose de plus spécifique autour de la pointe de Bretagne à l'occasion du festival du bout du monde ? C'est une idée que je soumets.

Chantal Cuisnier : On peut en tout cas intégrer la question militaire dans le questionnaire aux candidats.

Alain Rivat : Le Conseil Régional de Bretagne est en train d'appliquer complètement un programme type Virage-Energie. Le projet de centrale thermique à St Brieuc a été refusé, car il s'agissait d'une centrale de pointe (pas de base). Il y a une question de délai : manifestation contre Fessenheim en octobre et sommet de Copenhague en décembre. Si on veut vraiment impacter là-dessus, il est nécessaire de garder la continuité sur la campagne "ni nucléaire, ni effet de serre".

Rémi Verdet : Le rassemblement prévu contre Fessenheim commence à s'organiser. Il se tiendra les 3-4 octobre 2009. Un collectif se constitue et propose des projets. Un journal d'information réalisé avec le Réseau est en cours d'élaboration, il devrait être prêt début mars.

ELECTION DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dimanche 1^{er} février

Confirmation des administrateurs suppléants cooptés en 2008 :

Isabelle Taitt demande d'être confirmée comme nouvelle suppléante de Stéphane Maimbourg.

Cédric Lucas démissionne de son poste de suppléant de Xavier Renou pour se présenter comme titulaire.

Vote à bulletin secret : Etes-vous POUR ou CONTRE la confirmation du mandat d'Isabelle Taitt comme administratrice suppléante de Stéphane Maimbourg ?

	Blanc	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	2	61	1	6	70
%	0%	88%	1%	11%	

ADOPTÉ

Election des binômes « titulaire + suppléant » :

Les candidat-e-s se présentent à tour de rôle devant l'assemblée.

Titulaires	Suppléants
Jean-Marie BROM	Rémi VERDET
Chantal CUISNIER	Didier ANGER
Johnny DA SILVA	Nicolas DEPRET
Cédric LUCAS	Samuel LAGRANGE
Frédéric LOUCHEL	Karine PLANTIER (excusée pour raisons de santé)

Discussion au sujet de la candidature de Karine Plantier et Frédéric Louchel :

Frédéric Louchel : Je milite depuis 2 ans aux côtés de Sortir du nucléaire 76. Le groupe va lutter contre le projet d'EPR 2 à Penly. Karine Plantier se présentait comme titulaire mais suite à des problèmes de santé, elle est absente aujourd'hui et s'en excuse. Elle pense qu'il est plus raisonnable de se présenter comme suppléante et que je me présente comme titulaire

Daniel Roussée : Cette candidature de Karine Plantier et Frédéric Louchet pose un problème sur la forme. Le CA s'est réuni hier en urgence. Karine et Frédéric ont déposé leur candidature avant la date limite, mais cette candidature était déposée au nom d'une autre association. Puis ils ont changé leur candidature, en se présentant comme représentant

d'une autre association et en intervertissant leur rôle la veille de l'AG. Cette démarche ne respecte pas les règles définies pour le dépôt des candidatures. Nous ne pouvons pas admettre que la veille d'une AG, on présente des candidatures sans respecter les règles définies. Le CA a donc estimé que cette candidature n'est pas valide. Nous avons cependant une proposition à faire : si Xavier Renou l'accepte, puisqu'il n'a plus de suppléant, il pourrait prendre Frédéric Louchel comme suppléant. *[Le CA a par la suite démenti cette proposition, qui n'avait pas été débattue collectivement, et n'émanait que de Daniel Roussée.]*

Xavier Renou : Je trouve cette procédure un peu curieuse. J'accepterais très volontiers Frédéric Louchel comme suppléant. Mais je voudrais demander à l'AG ce qu'elle en pense. Il me paraissait que la candidature de Frédéric et Karine était très impertinente et pertinente pour le CA. Peut-être l'AG pourrait-elle se prononcer sur leur candidature ?

Alain Rivat : Le problème c'est que Karine Plantier n'a pas eu le mandat de l'association pour laquelle elle se présentait. Elle s'est alors présentée pour une autre association et a interverti.

Xavier Renou : Je conteste le fait que le CA de Sortir du nucléaire Loire et Vilaine n'ait pas validé la candidature de Karine Plantier.

Stéphane Lhomme : On ne peut créer un précédent sur les règles, cette candidature modifiée au dernier moment n'est pas valable. Ce n'est pas une exclusion, Karine et Frédéric continueront à militer au sein du Réseau même s'ils ne sont pas administrateurs, comme 99% des gens ici présents.

Vote à bulletin secret : Election du Conseil d'Administration

Les bulletins de vote sont distribués aux votants, puis collectés. Le dépouillement est effectué par 4 personnes pendant que les débats reprennent. Les résultats sont déclarés à 10h52.

Binômes « Titulaire + Suppléant »	Nombre de voix	Elus jusqu'en...
Chantal CUISNIER / Didier ANGER	60	2012
Cédric LUCAS / Samuel LAGRANGE	57	2012
Johnny DA SILVA / Nicolas DEPRET	48	2012
Jean-Marie BROM / Rémi VERDET	48	2010
ABSTENTION	1	-
NUL	1	-

Jean-Marie Brom : Pour ne pas passer par un tirage au sort pour départager l'égalité de voix, Rémi Verdet et moi nous considérons donc élus pour 1 an. Nous nous réservons la possibilité de nous représenter à la prochaine AG.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Dimanche 1^{er} février
Animée par Philippe Brousse

Modification de la Charte

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	1	51	5	10	67
%	1%	76%	7%	15%	

ADOPTÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Luc Dazy : Je demande un amendement : il faudrait ajouter "menace la survie de l'humanité".

Philippe Brousse : Vu tous les échanges qui sont à l'origine de cette formulation, il n'est pas possible de prendre un amendement pour modifier le texte soumis.

Pierre Kung : Je regrette qu'il n'y ait pas eu de point de vue opposé à cette proposition. Nous commettons une erreur stratégique majeure en acceptant cette modification de la Charte. Il y a 10 ans, cela semblait une gageure de mettre en synergie des acteurs aussi différents. L'équilibre reste fragile. La problématique de réfléchir sur le problème énergétique est fondamentalement différente de réfléchir aux problématiques de défense. Certains mouvements sont pour l'un et

contre l'autre - même si dans notre microcosme tout le monde est convaincu. En élargissant notre "palette", allons-nous être plus forts ou moins forts en introduisant cette modification ? Pour moi, le bon équilibre serait de créer une coordination pour le nucléaire militaire, et de nous lier avec eux par des partenariats. Je ne remets pas en cause l'idée de faire un document sur les liens civils/militaires, bien sûr... Mais je crains que cette modification de Charte ne soit une erreur.

Marc Atteia : Je trouve les débats psychédéliques. Il faut savoir qui on a comme adversaire. Le CEA n'a pas d'état d'âme, ils conjuguent en toute égalité le civil et le militaire.

Didier Anger : Historiquement, le CEA a été créé pour faire l'arme atomique. Les premières centrales étaient prévues pour fabriquer le plutonium pour la bombe. Aujourd'hui, la vente de nucléaire à l'étranger pose des problèmes de prolifération (Kadhafi). Il y a une impossibilité de vouloir dissocier les deux.

Nadine Schneider : A propos de l'argument "on ne va pas être lisible" : sur l'enfouissement, certains disaient non à l'enfouissement mais oui au nucléaire. Pour nous, être cohérent c'est non à l'enfouissement et non au nucléaire. Ne pas lier les deux, c'est se calquer sur le message officiel qui prétend que les 2 sont séparés.

Stéphane Lhomme : Déjà l'an dernier, je demandais de ne pas toucher à la Charte, l'important c'est ce qu'on fait. La Charte parle déjà du militaire. L'important, c'est plutôt de décider des actions qu'on doit faire : on cite déjà cette problématique, on agit dans ce domaine, etc. La Charte est très bien comme elle est, je ne vois pas où est le problème.

Bernadette Parance : Le nucléaire civil et militaire sont indissociables. C'est pas pour nous qu'on travaille, c'est pour l'opinion publique. Si on est cohérent, les gens le sentent très bien.

Marc St Aroman : Si on était parti il y a 10 ans sur la position de Marc Atteia, le Réseau n'existerait pas aujourd'hui. L'équilibre est là aujourd'hui mais il est fragile. Je partage l'avis de Stéphane de ne pas changer la Charte.

Modification des statuts

Vote 1 : Modalités de modification ultérieure de la Charte

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	64	0	2	66
%	0%	97%	0%	3%	

ADOPTÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Nadine Schneider : Je trouve ça bien qu'on puisse évoluer et intégrer des choses au fur et à mesure dans la Charte. Bon travail de l'équipe qui a pu bosser sur ce texte.

Vote 2 : Composition du Réseau (statut des membres individuels)

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	61	1	6	68
%	0%	90%	1%	9%	

ADOPTÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Marc Atteia : Y a-t-il un montant minimum pour les dons ?

Jacques Caclin : Les dons sont enregistrés à partir de 1 €

Henry Chevallier : Je suis critique sur un point : pourquoi distinguer les groupes qui payent et qui ne payent pas ? Le Réseau doit rester une fédération de groupes, et pousser les gens à rentrer dans le Réseau en entrant dans un groupe local sans que cela soit coûteux.

Alice Monier : Ce ne serait pas une bonne chose qu'il y ait des membres individuels, pour moi ce serait extrêmement négatif. Il faut que les adhérents viennent en AG via un groupe.

Monique Guittenit : Pour moi, c'est l'inverse. Accepter des membres individuels, ça favorise la création de groupes. Voir par exemple ici à la Rochelle, les bénévoles se sont retrouvés 40 à la réunion, et ils vont créer un groupe local. C'est normal qu'ils puissent assister à la réunion de l'AG. Comme ils n'ont ni droit de vote ni droit de parole, on garantit la sécurité de l'AG.

Jocelyn Peyret : Au contact des groupes locaux, je sais qu'il faut que les individus rencontrent le Réseau, il faut un accompagnement avant qu'ils rejoignent ou créent un groupe. Il est important de reconnaître ces personnes là.

Vote 3 : Vote de l'ensemble de toutes les autres modifications des statuts

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	65	0	5	70
%	0%	93%	0%	7%	

ADOPTÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Isabelle Taitt : Article 12, il y a une erreur, il faudrait changer "groupe membre" en "groupe adhérent". *[Cette erreur est rectifiée dans le texte.]*

Xavier Renou : J'aurais aimé que l'on réfléchisse à une limitation éventuelle du nombre de mandats successifs au CA. Peut-on la fixer maintenant ?

Philippe Brousse : Le CA sera saisi de cette question, ce genre de précisions demande à être étudié de façon précise, et ne peut être fixé en AG sans réflexion préalable.

Nicolas Dépret pose une question sur les subventions. Philippe Brousse : Le Réseau ne demande pas de subventions directes, mais certains emplois peuvent être subventionnés, les emplois aidés par exemple.

Jacques Caclin : Nos ressources doivent être licites. Il n'y a pas de raison de se priver de certains types de ressources ponctuelles. Autre exemple, les tickets restaurant sont en partie subventionnés.

Nadine Schneider : C'est très important la question du nombre de mandats d'un administrateur. Il faudrait prendre en compte la rétroactivité.

Alain Rivat : Il faudrait indiquer clairement que notre association est indépendante et laïque. Pour les mandats, il faudra parler en nombre d'années et non en nombre de mandats.

Chantal Cuisnier : On ne change pas souvent les statuts. Cette question technique serait mieux à sa place dans le règlement intérieur.

RETOUR EN ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
VOTE DES CAMPAGNES
Dimanche 1^{er} février

Suite aux débats sur les campagnes organisés le samedi, la plupart des textes ont été modifiés par leurs auteurs. Les textes amendés, tels que ceux qui ont été soumis au vote, sont ceux présentés ci-dessous.

Campagne n°1 : Combat pour l'indépendance de l'OMS/AIEA comme thème central du Chernobyl Day 2009

Présentée par Sortir du nucléaire Loire et Vilaine et par Sortir du nucléaire Pays de Rennes

Etes-vous POUR ou CONTRE que le combat pour l'indépendance de l'OMS par rapport à l'AIEA et pour la vérité sur les effets sanitaires des contaminations radioactives soit le thème central de l'édition 2009 du Chernobyl Day (26 avril 2009) ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	58	7	4	69
%	0%	84%	10%	6%	

ADOPTÉ

Le CA propose que la campagne n°2 soit fusionnée avec la campagne n°5, votée ultérieurement.

Campagne n°3 : Réalisation de visuels de simulation des conséquences d'un accident nucléaire

Présentée par Sortir du nucléaire 49

Etes-vous POUR ou CONTRE la réalisation de visuels de simulation des conséquences d'un accident nucléaire majeur sur une centrale française, transposable sur chaque site nucléaire, utilisable pour montrer les conséquences d'un tel accident sur les territoires proches des sites ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	40	6	20	66
%	0%	61%	9%	30%	

ADOPTÉ

Après le vote, il est signalé que le terme "modélisation" serait probablement plus approprié que celui de "simulation".

Campagne n°4 : Dossier thématique sur les moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire

Présentée par la Fédération Anarchiste

Etes-vous POUR ou CONTRE un dossier thématique sur la mise en pratique des moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	54	2	10	66
%	0%	82%	3%	15%	

ADOPTÉ

Débat sur la proposition de fusion des campagnes 2 et 5

Marc Atteia : Le CA propose de fusionner sa proposition avec la nôtre (campagne n°2). Je n'accepte pas cette nouvelle formulation. Je vote contre. On avait une motion précise, il faut la garder.

Cyrielle Den Hartigh : Pour aller dans le sens de Marc, on pourrait rajouter dans votre proposition le mot "urgente" - "sur une décision de sortie urgente du nucléaire".

Véronique Marchandier : La situation des pays européens est très variable : ce texte est un consensus pour pouvoir s'adresser à l'ensemble des candidats, sans être avec un texte qui ne s'appliquerait de facto qu'à la France.

François Mativet : Dans les conditions proposées par Stéphane hier, je suis pour.

Alain Rivat : C'est une campagne qui se situe au niveau européen. Il faut que la campagne puisse être portée par l'ensemble des pays.

Chantal Cuisnier : Je suis d'accord pour cette formulation. Elle n'empêche pas de parler des scénarios de sortie en 5 et 10 ans dans le détail de la campagne. Mais cette formulation générale est la plus consensuelle.

Véronique Marchandier : Il faudrait donner des documents ciblés selon les députés.

Anne Meyssignac : Quel sera le coût de cette campagne ? Est-ce une campagne de cartes postales ? Ou bien le Réseau interpelle-t-il par un questionnaire, ce qui serait plus raisonnable ? Il n'est pas nécessaire de faire une campagne coûteuse de cartes postales. Le texte proposé là n'est pas très clair.

Marc Atteia : Il y a manipulation. Vous avez détourné le but que nous nous étions fixé avec notre texte (campagne n°2). Il faut que réapparaisse la mention aux 5 et 10 ans.

Quelqu'un (Les verts) : Il ne s'agit pas de manipuler qui que ce soit. Ce parlement doit nous représenter au niveau de l'Europe. Ce sera à décliner dans chaque pays. Il faut en rester à une campagne claire au niveau européen.

Monique Guittenit : Puisqu'il y a une zizanie entre les copains de Toulouse qui ont soumis la campagne n°2, il faut voter les 2 propositions, même si je suis d'accord avec la proposition de synthèse.

Marc St Aroman : Je propose de réintégrer au vote la proposition initiale faite par les Amis de la Terre sur la sortie urgente.

Hélène Doumens-Lefevre : Je veux dire la même chose. Il faut souligner une exception française. Il faut garder la référence aux 5 et 10 ans.

Annie Griffon : Je trouve dommage d'avoir modifié notre charte aujourd'hui avec nucléaire militaire, et qu'on n'interpelle pas les candidats aux européennes sur cette question. Il faudrait ajouter "décision immédiate de sortie du nucléaire civil et militaire". Il est dommage de ne pas interroger aussi les futurs parlementaires sur ce thème.

Charlotte Mijeon : Par rapport à l'exception française, on en a parlé avec quelques ONG. Nous avons l'idée de faire un texte commun avec toutes les ONG européennes, puis de décliner au niveau local.

Stéphane Lhomme : On a une formulation fermée. Ce qu'il faut c'est évoquer tous les thèmes : sortie du nucléaire, enfouissement, nucléaire militaire, projets de nouveaux réacteurs... Il faut donner mandat au CA pour travailler sur ce questionnaire, il trouvera les meilleures formulations.

Jean-Marie Brom : Il y aura interpellation des listes candidates. On a le choix de décider que ça se fera par le Réseau ou sans le Réseau. Il serait plus intelligent de décider d'une campagne d'interpellation sur la problématique du nucléaire. Ça permet de mettre tout dedans. Et de déterminer au moment de l'interpellation ce qui sera le plus porteur sur le moment. Par exemple, arriver à convoquer les listes à un endroit pour qu'elles s'expriment. Il faut donner mandat au CA du Réseau pour organiser cette campagne.

Antoine Bonduelle : Le CA a la sagesse pour organiser cela. Le Parlement européen n'aura jamais à voter sur l'échéance "en 5/10 ans". Par contre, il aura à voter des budgets de démantèlement... Il faut que le texte soit fonction des thèmes que les députés sont susceptibles de devoir voter.

Philippe Brousse : L'enjeu est de mettre la question du nucléaire sur la place publique en cours de campagne électorale.

Alain Rivat : On pourrait formuler : "décision immédiate de politique européenne sans nucléaire"

Daniel Roussée : On veut insister sur l'urgence. Un accident grave peut arriver demain. On souhaitait réintroduire dans le Réseau cette urgence. Je suis pour que les Amis de la Terre Midi Pyrénées représentent leur motion séparément. Mais personnellement, la notion européenne me paraît plus importante. Passer une motion large, rediscutable avec les autres ONG me paraît plus fort : il faut contourner le mur Sarkozy par l'étranger.

Campagne n°5 : Campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes dans la continuité de la campagne 2008 "Ni nucléaire, ni effet de serre"

Présentée par le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

Dans la continuité de la campagne 2008 « Ni nucléaire, ni effet de serre », êtes-vous POUR ou CONTRE une campagne d'interpellation des listes candidates aux élections européennes du 7 juin 2009 sur une décision immédiate de politique européenne sans nucléaire ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	55	5	5	65
%	0%	85%	8%	8%	

ADOPTÉ

Campagne n°2 : Campagne d'interpellation aux élections européennes axée sur les scénarios de sortie 5/10 ans

Présentée par Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, avec le soutien des Amis de la Terre France

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne d'interpellation des partis politiques français et des listes de candidats aux élections européennes axée sur les scénarios de sortie du nucléaire en 5 ou 10 ans ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	17	10	21	16	64
%	27%	16%	33%	25%	

REJETÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Cyrielle Den Hartigh (ADLT France) propose quelques amendements. Marc Atteia (ADLT MP) demande que le texte original soit conservé.

Didier Anger : Cette campagne s'adresse-t-elle aux candidats français ou européens ?

Marie Nicolas : Il y a un problème sémantique : sortir de l'Europe nucléaire ou du nucléaire ?

Philippe Brousse : Le groupe ADLT MP demande de conserver la version d'origine, c'est donc ce texte qui est soumis au vote.

Frédéric Boutet : Ce texte exprime un sentiment d'urgence que nous tenons à faire valider.

Jean-Marie Brom : C'est une méconnaissance du fonctionnement des élections. Il ne faut pas se battre sur des virgules, ne donnons pas aux partis politiques l'occasion de botter en touche. Il ne faut pas mentionner de délai.

Alain Corrèa : On n'arrête pas tout quand on ferme une centrale, il y a la suite à gérer.

Campagne n°6 : Grande campagne d'information jusqu'au sommet de Copenhague

Présentée par le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

Dans le cadre de la mise en place d'une dynamique européenne et dans le prolongement de la campagne 2008 « Ni nucléaire, ni effet de serre », êtes-vous POUR ou CONTRE la proposition aux autres organisations européennes d'une grande campagne d'information et de mobilisation européenne qui se déroulerait jusqu'au sommet de Copenhague (du 7 au 18 décembre 2009) avec comme point d'orgue une journée européenne de mobilisation « Ni nucléaire, ni effet de serre » le samedi 12 décembre 2009 (journée mondiale du climat) ?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	64	0	1	65
%	0%	98%	0%	2%	

ADOPTÉ

Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :

Nadine Schneider : Je voudrais insister sur le point de la mobilisation le 12 décembre. Le CA doit réfléchir en terme d'impact, quels endroits choisir ? Par exemple, Paris c'est pas forcément "top".

Françoise Duquesnoy : J'aimerais bien que l'intitulé "Ni nucléaire, ni effet de serre" ne soit pas figé. C'est très franco-français, et n'intègre pas le militaire.

Philippe Brousse : Il y a 700 000 documents de campagne qui ont été diffusés sur cette campagne, on n'a pas eu de retours défavorables sur son titre. Le groupe de synthèse est très défavorable à changer en cours de route l'intitulé de la campagne.

Campagne n°7 : Campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire en vue des élections régionales de 2010

Présentée par le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

Alors que l'AG 2008 a adopté le principe que le Réseau "Sortir du nucléaire" coordonnerait une campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire dans les différentes régions de France, êtes-vous POUR ou CONTRE que cette campagne s'inscrive dans la perspective des élections régionales de 2010?

	Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
	0	60	4	0	64
%	0%	94%	6%	0%	

ADOPTÉ

CONCLUSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE Dimanche 1^{er} février

Daniel Roussée : Deux salariés s'apprêtent à quitter leur poste au Réseau : Maloin, qui a travaillé au Réseau depuis sa création, et Lionel Cavicchioli. Le CA les remercie chaleureusement pour leur travail. (Applaudissements nourris)

FIN DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Atelier n°1 : Stratégie

Samedi 31 janvier

Animation : Daniel Roussée, Alain Rivat

Rapporteur pour compte rendu oral devant l'AG : Nadine Schneider

Compte rendu écrit : Jocelyn Peyret

Participant-e-s : Aurore Albert, Didier Anger, Marc Atteia, Philippe Brousse, Henry Chevallier, Cyrielle Den Hartigh, Françoise Duquesnoy, Didier Gaillard, Robert Latapy, Michel Lattuga, Stéphane Lhomme, Cédric Lucas, Anne Meyssignac, Marie Nicolas, Jocelyn Peyret, Alain Rivat, Daniel Roussée, Nadine Schneider

Alain Rivat : Cet atelier fait suite à la commission stratégie mise en place à l'AG 2008 car le Réseau est confronté à un nucléaire arrogant. Il nous faut donc faire des choix d'orientation et développer nos réflexions quant à nos actions. Le CA s'est saisi à l'automne de l'élaboration d'un texte d'orientation de réflexion sur la stratégie générale – ce texte n'est pas exhaustif, il demande à être complété, amendé... Le plus difficile sera de dégager des priorités. Nous ne sommes pas là pour proposer une motion.

Daniel Roussée : L'idée serait de réfléchir au fonctionnement de cette commission stratégie – fonctionnement du réseau – comment constamment se projeter et élaborer une stratégie ? Quels moyens se donner pour cela ?

Marc Atteia : Sur Internet, difficile de faire fonctionner une commission d'où une non-participation par mail. Il faudrait organiser des rencontres physiques. Commission stratégie : travail le plus difficile car doit se projeter dans l'avenir.

Philippe Brousse : 90 % des personnes participant à la liste Stratégie ne sont pas présentes aujourd'hui – du coup pas de traçabilité sur les discussions et décisions 2008. Le CA a comme premier travail l'élaboration de cette stratégie. Il ne faut pas faire de démagogie, du style : « tout le monde sera investi de la stratégie ». Quels sont les groupes et les individus qui doivent élaborer la stratégie ? Il est compliqué d'articuler tout cela sans qu'il y ait de frustrations.

Nadine Schneider : Internet n'est pas un outil pour réfléchir ensemble mais pour s'organiser et se passer des infos concrètes. Besoin de réunions physiques. Il n'y a pas énormément de personnes capables d'avoir une vue à long terme. Cohabitation entre la commission stratégie et le CA (des personnes sont dans les 2). Quels moyens on se donne pour faire fonctionner cette commission et pour optimiser nos réflexions sur la stratégie ? En CA nous n'avons pas vraiment pris le temps de vraiment discuter de la stratégie. Il serait nécessaire de se retrouver sur un week end pour en discuter.

Alain Rivat : Il y a déjà eu un week end dédié à la stratégie (Rencontre en Bretagne). Le texte proposé aujourd'hui est basé sur une réflexion de Jean-Luc Thierry avec des contributions importantes de Didier Anger, Véronique Marchandier, Frédéric Boutet, Daniel Roussée et moi-même. J'ai effectué la synthèse de ces contributions. Les niveaux d'informations sont différents selon que l'on soit salarié, CA ou groupe. Nous avons peu de contacts avec les groupes locaux. La commission a permis de faire remonter des informations, vivier d'idées... La commission ne peut être qu'un vivier d'idées, ce ne peut être que le CA qui porte l'orientation et la stratégie. Il faut différencier stratégie et tactique (orientation / modalités d'action).

Daniel Roussée : Lors du séminaire en Bretagne, 2 idées fortes en sont sorties : (1) le Réseau doit amplifier son action au niveau international (la mise en place a commencé avec l'embauche de Charlotte Mijeon) / (2) le Réseau doit s'ouvrir vers de nouveaux publics, de nouveaux partenaires. La commission doit aider le CA sur des sensibilités qu'il n'aurait pas : analyse de personnes/groupes extérieurs ; apport d'autres visions. Comment animer une commission, Internet n'étant pas extraordinaire ?

Stéphane Lhomme : Cela fait des années que l'on entend dire « manque de stratégie ». Faire des propositions sur « comment s'organiser pour élaborer une stratégie ? ». L'AG est censée donner des grandes lignes, au CA de réfléchir sur le fonctionnement et la mise en œuvre de cette commission.

Marc Atteia : 3 catégories de personnes : les plus anciens qui fonctionnaient avec certains repères ; les plus jeunes qui ont été plongés dans le nucléaire très tôt sans les repères des plus anciens ; les jeunes se retrouvent dans un monde sans aucun repère et essaient de se projeter dans l'avenir avec une grande difficulté. Comment harmoniser les combats de ces personnes ? Les Français croient toujours vivre en démocratie. La France de Sarkozy n'a plus grand chose à voir avec la France de Chirac, de De Gaulle – en train de transformer le pays à une vitesse accélérée avec impossibilité de s'opposer ; aucun projet politique crédible car nous sommes dominés par les médias qui manipulent l'opinion. Tout s'accélère, et nous avons du mal à suivre le rythme des nouvelles technologies (OGM, nanotechnologies... et relance du nucléaire). Question philosophique à se poser : vers quoi va notre monde ?

Henry Chevallier : La notion de stratégie recouvre plusieurs volets : (1) choix d'actions et de campagnes : tactique ; (2) l'organisation du Réseau : fédération représentative ? Certaines organisations antinucléaires sont absentes du Réseau ; (3) réflexion politique, économique et philosophique ; (4) à destination des élu-e-s locaux

Anne Meyssignac : Ouverture vers d'autres publics – réflexion de terrains - comment toucher un large public ? Pas assez d'affichages : mieux utiliser moyens humains et financiers. Développer des « commerciaux » quartier par quartier, commune par commune.... « relais locaux » sous conditions à déterminer.

Cédric Lucas : Cela me confirme dans le fait qu'il est important et essentiel de différencier orientations, stratégies et tactiques. (1) Orientations doivent remonter des groupes locaux et être décidées en AG ; (2) Stratégie : il y a un but et des moyens pour atteindre ce but – à décider par la commission Stratégie et le CA ; (3) Tactique : manières d'articuler ces moyens – CA et salariés

Alain Rivat : Ok sur définition des termes. Représentativité du Réseau : groupes spécifiquement antinucléaires, groupes divers qui oeuvrent à la diffusion, grandes organisations à prendre en compte. L'AG doit afficher son ouverture et se rouvrir aux grandes organisations. Présence dans les concerts, auprès des jeunes, très fort impact. Comment aller vers les gens : il n'y a pas tant de bénévoles pour tenir des stands. Nécessite un matériel de grande qualité (cf. campagne « Ni nucléaire, ni effet de serre »)

Nadine Schneider : Il faut qu'on s'inscrive dans un cadre général de « mode de vie ». L'écoute du public est inversement proportionnelle à la distance qui le sépare d'un site nucléaire. Afficher une ouverture, être concret, aller vers les élus.... Nous n'avons pas eu d'actions politiques en tant que telles. Est-ce que l'on se sent assez solide pour créer des événements par rapport à des « anniversaires » ? Demander aux gens d'aller vers un « référendum national » : nucléaire, je veux donner mon avis (sous entendu, on ne me l'a jamais demandé). Nécessite un vrai lien avec les grosses organisations. Le travail d'info « emmerde » les politiques, mais nous n'y allons pas vraiment : d'où la nécessité de cette demande de référendum (voir l'impact des « référendums FAVL »).

Didier Anger : Le Réseau regroupe des assos, des sections de partis et de syndicats. Il s'agit de faire vivre tout cela ensemble, ce qui n'est pas forcément facile (assez réussi jusqu'à présent). Nous ne pouvons pas avoir d'engagements politiques directs. Il nous faut faire une analyse politique d'ensemble, ce n'est pas notre fonction d'aller sur l'ensemble du terrain politique. À qui nous adressons-nous ? Les élu-e-s qui réagissent le font en fonction du rapport de force d'où la nécessité de commencer par les populations. Si référendum national : qui tient les médias ? Nous ne sommes pas en Suisse avec un référendum populaire bien installé dans les institutions et les mœurs politiques. Rapport de force par rapport aux élu-e-s locaux et au référendum. Opposition entre nous sur la priorité à donner ? Actions de masse (qui n'ont pas suff, mais indispensables, car cela montre que l'on existe) ; participations à des colloques ; des actions illégales (qui ne changent pas plus que les grandes manifestations le cours des choses). Ce qui nous manque c'est l'efficacité ! Définir ce que le Réseau peut faire, ne peut pas faire, ce qu'il soutient... Nous sommes dans un État autoritaire, pas encore totalitaire.

Robert Latapy : Toujours essayer de faire le lien avec le social (ex. : meilleur perception sur des marchés ordinaires que sur des marchés bio) : il nous faut sortir de l'environnemental pour rentrer dans le social. Être plus souvent présent avec un discours sur les conditions de travail. Au niveau stratégique : plus on va taper sur les vieilles centrales, plus ils vont se frotter les mains pour relancer le nucléaire (faire gaffe sur la manière d'en parler). Aujourd'hui accentuer le « non à l'EPR » et « la gestion des déchets ».

Marc Atteia : La révolution techno-capitaliste règle notre vie d'aujourd'hui. Que mettons-nous à la place du système dans lequel nous sommes ? Il faut se projeter dans 10 à 15 ans.

Cédric Lucas : Sur les actions directes non-violentes séparées du Réseau : domaine de la tactique, pas de la stratégie. Il nous faut rapidement nous orienter vers des choix politiques qui vont nous guider .

Stéphane Lhomme : C'est bien si on peut avoir une stratégie mieux élaborée que ces dernières années. En France, on a un État très fort, pro-nucléaire, ce qui n'est pas de notre faute. On croise des personnes qui n'ont jamais entendu parler du Réseau, mais aussi de nombreuses qui en ont entendu parler ! Nous devons regarder ce qu'il se passe outre-atlantique, car investissement massifs dans l'efficacité énergétique et renouvelables. Le Réseau est une diversité de groupes et de combats (Iter, EPR, Déchets) : l'identité du Réseau est d'être présent sur tous les thèmes. Il faut améliorer notre stratégie, mais pas tout remettre à plat, car le Réseau est très actif, réactif et présent.

Alain Rivat : Blocage politique en France, car tous sous la coupe du lobby. investir le plan international pour revenir sur le plan politique français via l'Europe... Nous avons besoin de gagner un jour ! Tactique : matériel unique à amplifier pour être présents dans les magasins par exemple. Nous pouvons justifier certaines actions si il y a une ligne politique.

Marie Nicolas : Comment ne pas oublier le militaire nucléaire et l'inclure dans la stratégie du Réseau ? Victoire en 2006 : arrêt du démantèlement de Brennilis !

Henry Chevallier : Nucléaire militaire et centre d'essai des Landes, être présent au prochain Peace & Landes (20/09/09).

Nadine Schneider : Il faudrait que le Réseau achète un sondage pour savoir s'il est connu. Par rapport aux analyses sociétales : toute dictature se casse la gueule un jour, et je préfère être, en attendant, du côté de ceux qui petit à petit fissurent le système. Comment on fait pour foutre la trouille aux politiques ? Référendum ? Investir les partis ? Très bonne action politique qui s'est ressentie lors des dernières élections présidentielles. Rencontrer les partis avec nos spécialistes, nos études... car déficit d'informations dans les partis. Faire de l'entrisme ou s'inviter en externe. Faire des binômes qui s'engagent à prendre rapidement des RDV, si possible avant les élections européennes. Quels moyens on se donne pour faire fonctionner cette commission ? Il faudrait une réunion physique dans les 2 mois.

Didier Anger : Démocratie au niveau des consommateurs. L'international à développer qui peut nous permettre d'être efficace même contre l'EPR. La question du militaire : nous ne sommes pas absents, même si ce n'est pas l'essentiel de notre travail

la pression auprès des partis est prévue pour les européennes ; C'est une pression non un soutien ou participation du Rezo qui doit rester neutre

Anne Meyssignac : Il va falloir faire des choses encore, encore et encore... car beaucoup à faire. Pallier un manque que j'ai constaté sur le terrain : meilleur efficacité avec les mêmes moyens.

Cyrielle Den Hartigh : Primordial d'entrer dans le jeu politique. Démonter les liens du lobby et les interactions – les engrenages - entre gouvernements et grandes entreprises du nucléaire : argumentation pour aller vers un nouveau public (nécessaire d'aller vers le terrain social). Argument de l'emploi très important pour aller vers le politique local à tous les échelons ; Mettre en balance avec investissement financier. Pour les élections européennes, communiquer sur comment sortir avec efficacité et sobriété. 2009 : année du changement climatique avec Copenhague, il est donc impératif que le Réseau s'investisse là dessus (faire pression en amont, faire de la mobilisation massive – les Amis de la Terre vont mettre en place une grosse mobilisation nationale : actions de rue en France)

Michel Lattuga : Il faut arrêter de s'auto-congratuler Il faut proposer quelque chose aux personnes : la plupart sont toujours d'accord mais il faut des propositions sur comment « changer notre mode de vie ». La campagne « Ni nucléaire, ni effet de serre » a très bien marché, la plaquette était très bien faite. Au niveau des associations locales : développer une campagne d'adhésion.

Philippe Brousse : Essayons de synthétiser. Nous ne partons pas de rien, le Réseau a une dizaine d'années. Il y a une base solide qui rassemble une diversité incroyable, structure assez unique en Europe voir au niveau mondial. Nucléaire militaire : volonté de s'investir davantage, modification de la charte, publication d'un dossier thématique sur les liens civil-militaire, la prolifération. La question des relais locaux a été traitée à l'AG 2008, mais pas encore mise en œuvre. Décision de créer un vrai statut de « relais local » avec les sympathisants sur le terrain. Ce week-end, on va donner un vrai statut aux individus dans le Réseau. Année 2009 : stratégie dans document préparatoire – 3 axes principaux : les élections européennes (nécessité d'aller voir les candidats, les listes...) ; Copenhague, prolongement de la campagne « Ni nucléaire, ni effet de serre » (journée de mobilisation européenne le 12/12/09). Nous sommes face à un rouleau compresseur, mais nous devons renforcer le Réseau en interne (840 groupes adhérents – relais locaux – commissions internes).

Françoise Duquesnoy : Stratégie : front de lutte « ni OGM – ni pesticides – etc. ». Le public est sensible, mais ne fait rien sauf lors des « 5 mn pour la planète » : trouver un levier pour les faire agir et s'exprimer.

Alain Rivat : Réunion physique : coût financier, écologique et humain. 2 formes de rencontres : AG et rencontres du Réseau avec des ateliers. Beaucoup de production de textes mais sans jamais qu'il en sorte une synthèse.

Robert Latapy : En 1995, il y a eu un consensus international contre les essais nucléaires, mais ils ont continué jusqu'au bout. Il faut proposer un autre modèle : c'est aux gens d'élaborer avec des pistes que nous devons leur fournir.

Daniel Roussée : Référendum : si on veut sauter un pallier il faudra y passer ; il faut trouver 4 millions de personnes prêtes à signer un texte afin de peser dans les futures élections présidentielles de 2012. La barre est très haute mais nous frapperions fort.

Le mur du nucléaire peut se fissurer rapidement et tomber : réfléchir à se démultiplier et passer à un nouveau stade.

Jean-Yves ?, bénévole, responsable environnement pour le PS en Charente : J'ai l'impression qu'au niveau du PS il y a des choses qui bougent. Par rapport aux élus : ils fonctionnent dans un rapport de force, à condition qu'ils aient été au préalable sensibilisés sur les risques du nucléaire. L'idée du référendum est effrayante, car même si 4 millions de signatures, compte tenu des moyens dont disposent le pouvoir et les lobbies, serions nous entendus ?

Fin du compte rendu

Atelier n°2 : International

Samedi 31 janvier

Animation : Charlotte Mijeon

Rapporteur pour compte rendu oral devant l'AG : Charlotte Mijeon

Compte rendu écrit : Véronique Marchandier

Participant-e-s : Paulette Anger, Bernard Blanc, Martial Château, Bernard Chesneau, Georges Creskens, Yolande Creskens, Vincent Gay, Annie Griffon, Véronique Marchandier, Charlotte Mijeon, Tony Raffin, Emmanuel Rivat, Pierre Rosenzweig, David Sheehan, Hélène Shemwell, Annie Vabre

Rétrospective de l'activité internationale du Réseau

Cela fait plusieurs années que nous entretenons des contacts avec d'autres organisations à l'étranger, mais depuis l'AG 2008, l'ouverture vers l'international est inscrite au cœur de la stratégie du Réseau : le lobby nucléaire est international, plusieurs associations écologiques luttent également contre Areva dans leur propres pays (Niger, Finlande, USA...)

Le Réseau « Sortir du nucléaire », en tant que fédération nationale, n'a pas d'équivalent dans les autres pays d'Europe, où l'on retrouve plutôt des organisations locales/régionales ou les antennes des grandes ONG (Greenpeace, Amis de la Terre). Ces dernières s'investissent également auprès des institutions européennes.

Auparavant, des contacts existaient déjà avec diverses organisations et groupes à l'étranger, et notamment :

- avec la Coordination Méditerranéenne contre le nucléaire (Mediterranean No to Nuclear Neighbourhood, ou MN3)
- avec la Finlande, qui subit la construction d'Olkiotuo 3 (retard et surcoûts) et des projets d'extraction d'uranium.
- avec la coordination pour l'indépendance de l'OMS (independentwho.info) qui organise la présence de vigies devant le siège de l'O.M.S à Genève, pour dénoncer la clause liant cette institution à l'AIEA qui a abouti à la sous-estimation des impacts sanitaires de Tchernobyl.

Le 11 juillet a eu lieu à Paris une première rencontre internationale qui a réuni des associations venues d'Europe, des USA du Niger et d'Australie.

De nouveaux chantiers à l'international

La nouvelle salariée en charge des relations internationales est Charlotte Mijeon, qui a été embauchée en octobre 2008, suite au départ d'André Larivière.

Plusieurs rencontres ont permis d'élargir les contacts déjà pris, notamment lors d'une réunion à Vienne où étaient présents des salariés de grandes ONG, comme Jan Haverkamp (Greenpeace) et Patricia Lorenz (Friends of Earth), mais aussi d'autres militants plus proches du fonctionnement du Réseau (notamment Heinz Stockinger, de la Salzburger Plattform gegen Atomgefahren).

• Pourquoi le lobbying ?

Le profil de poste a alors été redéfini et basé à Bruxelles pour que soient entreprises des actions de lobbying, notamment en direction des institutions européennes.

Notre arme, c'est l'information, et nous cherchons à la faire passer au plus grand nombre, au grand public comme aux décideurs. Quelle que soient notre opinion et les objections - souvent fondées - que l'on puisse avancer, les institutions sont déjà massivement investies par les lobbyistes ; l'idée est de ne pas laisser le terrain aux pronucléaires et d'apporter autant que possible une autre information.

En effet, au niveau des institutions européennes, le lobbying est une pratique couramment admise. Pour les parlementaires et commissaires européens, il s'agit d'un moyen de se procurer des informations, et aussi de se donner une légitimité en recueillant le point de vue de la "société civile" (la notion anglo-saxonne de société civile recouvre en effet aussi bien les organisations de citoyens que les acteurs économiques). De ce fait, les parlementaires sont très courtisés par les industriels, comme l'a été la Commission Européenne depuis Tchernobyl (ce qui explique leur position fortement pronucléaire). De même, des membres de la commission européenne ont été récemment invités par l'ANDRA pendant plusieurs jours pour visiter Bure et les projets d'enfouissement de déchets hautement radioactifs. C'est pour le Réseau un nouveau défi de s'insérer dans ce lobbying pour tenter de contrebalancer le pouvoir des industriels.

Il nous faut connaître l'agenda politique, savoir quand nous pouvons intervenir. Nous sommes en contact avec des députés européens, il faut continuer même si nous avons peu d'illusions sur le pouvoir du Parlement.

- **Nos interventions auprès des institutions**

Début octobre, le Réseau a été invité au Conseil de l'Europe pour présenter ses arguments dans le cadre d'un débat sur le thème « nucléaire et développement durable ». Il a reçu une bonne écoute et il lui a été demandé des compléments d'informations. Certes, le Conseil de l'Europe n'a pas de pouvoir décisionnel, et son rôle se limite à la formulation d'avis (particulièrement sur la question des droits de l'Homme) ; mais cette position limite considérablement l'influence que les lobbies industriels pourraient y exercer.

En outre, Jan Haverkamp de Greenpeace et Patricia Lorenz de Friends of Earth, nous ont proposé en novembre de participer au Forum Européen de l'Energie Nucléaire, qui se réunit en plénière à Prague tous les ans. La Commission européenne coordonne des groupes de travail, auxquels sont invités les industriels et les ONG. Bien qu'il y ait un fort déséquilibre au profit des industriels, les écologistes peuvent refuser de signer des textes qui ne font pas consensus.. Charlotte M est investie dans le groupe de travail "compétitivité" présidé par Areva. Sans surprise, le rapport produit par le groupe était très pro nucléaire, Charlotte a envoyé une contestation de 12 pages. Soit les arguments des ONGs sont entendus, soit nous nous retirons pour ne pas servir de caution écologiste. *(NdCM, a posteriori: nous avons constaté à quel point le risque de récupération existait, et combien il devenait difficile d'imposer nos conditions ; il convient donc de s'impliquer avec prudence et d'être prêts à se retirer en le faisant bien savoir le cas échéant)*

Il existe d'autres organes consultatifs à Bruxelles, dont le Conseil économique et social européen. Celui-ci a pour objectif de représenter les "forces vives" des différents Etats-membres (employeurs, salariés et "autres activités" : travailleurs indépendants, mutuelles, associations de consommateurs, de défense de l'environnement...), et se révèle de plus en plus favorable au nucléaire. Charlotte y est intervenue avec d'autres ONG lors d'une conférence fin janvier, pour tenter de faire contrepoids.

Enfin, à terme, il serait nécessaire de s'impliquer plus auprès du Parlement Européen. Celui-ci dispose de moins de pouvoir, mais d'une réelle légitimité.

Projets à portée européenne :

- **26 avril, Chernobyl day.**

Cette action impulsée par le réseau et qui a lieu dans de nombreuses villes grâce à l'investissement des groupes locaux va être pour la 2^{de} fois relayée aux groupes internationaux. En 2009, elle se donne pour objectif de dénoncer également la tutelle de l'AIEA sur l'OMS, qui permet de nier les conséquences sanitaires de Tchernobyl.

- **Campagne européenne**

Interpeller les candidats aux élections Européennes. et publier les positions de chacun en matière de politique énergétique.

- **28 mai, 50 ans de l'accord AIEA /OMS à Vienne**

Réflexion sur une action avec nos amis Autrichiens pour une action devant le siège de l'AIEA.

- **Octobre 2009, manif nationale et transfrontalière à Colmar.**

Rencontres Européennes avant la manif. Objectif : Rassembler au niveau transfrontalier, pour raviver la mobilisation transfrontalière des années 70/80 qui impliquait les Allemands, les Alsaciens et les Suisses.

Par cette manifestation, nous exigeons la fermeture de Fessenheim, en posant la question du démantèlement et de la gestion des déchets, et exposant les alternatives énergétiques possibles.

- **Copenhague**

Préparer notre participation et contribution pour l'échéance du paquet Climat/Énergie et le prochain sommet international sur le changement climatique, événement qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009.

Tour d'expression de chaque participant :

- Hélène S . Je participe aux vigies près de l'OMS, je parle Allemand et Anglais, si cela peut vous servir. Je pense que l'action OMS doit être mieux internationalisée.

- Bernard Blanc : Attention à une politique de rattachement systématique à Greenpeace. Cela sert la reconnaissance de Greenpeace et pas celle de l'identité Réseau.

- Tony : Il y a trois ans on a fait une conférence avec Pavel, qui venait de Biélorussie pour témoigner. Nous avons également invité le professeur Chenal, de l'université de Rennes qui a des compétences sur les effets des faibles doses. Nous avons aussi travaillé avec des étudiants vendéens qui revenaient de Kiev. On peut partager ces contacts, en particulier celui du professeur Pavel qui veut rencontrer des militants et qui a travaillé au Kazakhstan.

- Bernard du CRIN. Le CRIN existe depuis 30 ans. Je suis un peu gêné par l'idée du "lobbying", car nous n'avons pas les mêmes moyens. Il faut peut-être un autre terme, pour montrer que nous ne nous réclamons pas des mêmes pratiques que les industriels.
- Martial (SDN 72): Il y a de gros efforts à faire en direction du militaire. M51, Mégajoule...c'est un domaine qui doit être réinvesti, il y a plus de têtes nucléaires en Sicile que dans toute la France. D'autre part, je m'interroge aussi sur le lobbying, toutes les démarches auprès d'élus n'ont de poids que si la population montre sa détermination. Je crains que le lobbying n'épuise et disperse le réseau.
- Annie V.(Sérène sereine) : Dans l'Aveyron, on a peu de dimension internationale, je suis intéressée par l'action des vigies.
- Vincent G : Je représente la commission écologique de la LCR nationale, et nous sommes investis à l'international avec "Areva ne fera pas la loi au Niger". Nous allons aussi nous mobiliser sur l'urgence climatique à Copenhague. Il y a un véritable enjeu sur cette question.
- Véronique : les actions de lobbying ne doivent pas nous faire oublier notre devoir d'information du public.
- Annie G: Pourraient-on demander aux associations écologiques européennes d'adhérer au Réseau et avoir ainsi un Réseau Européen ?
- Véronique : il ne s'agit pas pour le Réseau de tout centraliser et de tout décider.

NdCM : les discussions de cet atelier ne reflètent pas toute notre activité à l'international : celle-ci ne se résume pas au lobbying, loin de là ! Toutefois, c'est ce point qui a le plus focalisé l'attention et les remarques.

Fin du compte rendu

Atelier n°3 : Déchets, démantèlement, transports (DDT)

Samedi 31 janvier

Animation : Chantal Cuisnier, Xavier Rabilloud

Rapporteur pour compte rendu oral devant l'AG : Corinne François

Compte rendu écrit : Xavier Rabilloud

Participant-e-s : Benoît ?, Jacky Berthomé, Armelle Boivin, Suzy Bozelle, Antoine Calandra, Fanny Charras, Chantal Cuisnier, Jean-Louis Demarcq, Nicolas Dépret, Corinne François, Jean-Marie Frontini, Domitille Hugentobler, Thomas Jorand, Denise Lavillauroy, Alice Monier, Bernadette Parance, Jean-Pierre Peyrou, Guy Pezet, Xavier Rabilloud, Stéphanie Renier, Jérôme Salès, Rémi Verdet

Présentation du groupe DDT

Historique - Chantal Cuisnier :

Mars 2007 : parution dans la revue Sortir du Nucléaire d'un article sur le démantèlement de Brennilis et d'un appel pour unir nos forces, échanger les infos sur cette problématique.

Juillet 2007 : un forum Démantèlement est lancé sur un espace wiki avec une quarantaine de participants et commence à échanger.

AG 2008 : A l'issue de l'Atelier Déchets de cette AG à Dijon, décision de constituer un groupe de travail transversal et une liste de réflexion DDT pour relier les problématiques Déchets Démantèlement Transports très liées les unes aux autres.

Ont eu lieu 3 réunions de travail à Paris avec une douzaine de personnes : mars, mai et décembre 2008. Les 2 premières ont été beaucoup centrées autour de l'objectif de l'embauche d'un salarié dédié au pôle DDT, mais fin septembre 2008, il s'est avéré que le Réseau n'avait pas les moyens nécessaires pour cette embauche, sachant qu'au même moment a été embauchée Charlotte Mijeon à l'international. Néanmoins, des ressources salariées du Réseau sont utilisées.

Rédaction d'une plate-forme de principes communs en 8 points sur l'ensemble de la problématique. La plate-forme est publiée dans le n°41 de la revue du Réseau.

Le groupe DDT compte déjà en son sein Michel Brun, technicien EDF, qui amène son expertise > analyse des dossiers d'étude d'impact des démantèlements de Chooz, Cadarache et La Hague / rédaction d'une contribution d'analyse de ces démantèlements.

La constitution de ce groupe de travail a aidé au démarrage rapide dès juillet de la mobilisation face à l'appel à candidature pour le site FAVL > notamment rédaction de la synthèse « Peser le pour... et le contre ».

Objectifs du groupe DDT – Chantal Cuisnier et Xavier Rabilloud :

- Constituer un cadre de rencontre, de réflexion, de mutualisation et de synergie pour les associations et personnes qui interviennent sur une ou des problématiques du champ DDT : déchets radioactifs, démantèlement d'INB, transports de déchets radioactifs, industrie du plutonium (« retraitement »)

- Mutualiser de l'information, des compétences et des moyens, au profit des « chantiers » concrets liés à ces problématiques, en fonction des moyens disponibles et des priorités

- En perspective de plus long terme, dégager, au-delà des chantiers concrets eux-mêmes, une ligne stratégique transversale. A été évoquée une ligne possible autour de la revendication « entreposer les déchets nucléaires là où ils sont produits », ceci renvoyant très directement aux problématiques de transport et de démantèlement.

Groupe à ce jour trop restreint. Certains sites et certaines problématiques ne sont pas représentées. Le travail concret sur les différents dossiers est vite gourmand en temps et en analyses. Appel à rejoindre le groupe DDT pour les représentants d'assos concernées.

Nécessité de mutualiser informations et moyens :

- analyse juridique des dossiers ou de questions juridiques
- analyse technique / scientifique des dossiers

- traduction de documents
- communication :
- à partir de la synthèse/mutualisation d'infos, parvenir à l'élaboration de documents de synthèse utilisables par les militants pour étayer leurs arguments (par ex, dossier d'argumentation technique contre l'enfouissement), et de documents grand public sur les problématiques.

> Appel lancé dans la revue n°41 pour soutien de militants ayant des compétences diverses (droit de l'environnement, géologie, physique nucléaire, médecine radiologique...)

En perspective :

- Sélectionner, synthétiser et mutualiser l'information : pour l'édification de tous les participant-e-s, et en vue de constituer des argumentaires techniques et/ou des documents plus « grand public » / assurer un suivi régulier de l'avancement de tous les chantiers rentrant dans le cadre DDT, compréhensible et consultable par tous les participant-e-s au groupe DDT
- > bulletin d'info régulier (« newsletter ») sur la liste DDT, éventuelle diffusion plus large ? / forums de discussion et archivage des infos, plus pratique que liste de discussion ?
- à exploiter : journal « Peut-on recycler les déchets nucléaires ? » sur le retraitement
- kit de mobilisation pour les groupes le long des trajets de transports de déchets, en cours d'élaboration
- continuer travail d'expertise sur dossier démantèlement (14 sites concernés)
- demande de moratoire sur enfouissement des déchets nucléaires (à partir de la mobilisation FAVL) en lien avec demande de débat public sur la question du démantèlement
- travail local à faire avec les anciennes mines d'uranium. Le Réseau va acheter un détecteur gamma DG5.

Synthèse des points principaux qui sont ressortis des échanges (tour de table, puis discussions) :

S'efforcer de toucher de nouveaux publics, au-delà des cercles militants

Jacky Berthomé : Editer des brochures, c'est très bien. Mon inquiétude : on accumule des infos intéressantes, mais comment les faire passer ? Il faut atteindre les publics de jeunes, scolaires. Les projections-débats sont un bon vecteur de communication.

Chantal Cuisnier : Communiquer auprès d'autres publics, d'associations non spécialisées dans le nucléaire. Le lobby ne veut surtout pas que l'on parle des problèmes du champ DDT, et essaie de séparer au maximum ces thématiques pourtant fortement liées.

Corinne François : Il est de plus en plus difficile de toucher les gens. Il faut l'urgence, une actualité, pour que le public suive. Il faut créer des liens entre nous, s'adjoindre des personnes ressources.

Xavier Rabilloud : Le Réseau entend renforcer ses réseaux de personnes ressources parmi les nombreux militants. Cela représente un travail conséquent, à moyen terme.

Bernadette Parance : Il faut aussi faire appel aux militants retraités, qui ont de grandes disponibilités en temps.

Guy Pezet : Notre force, c'est le nombre de militants dans les assos de base. Il faut que dans nos assos nous faisons le travail de terrain. Notre discours s'adresse trop aux militants, il faudrait toucher d'autres personnes, ouvrir vers d'autres publics. On devient trop spécialistes.

Benoît ? : Le mouvement Europe-Ecologie se met en place, ce serait un vecteur à utiliser, certes avec circonspection, il faut aussi convaincre les assos plus frileuses type FNE. Il faut lutter contre le cloisonnement entre écologistes et politiques, dépasser les clivages.

Rémi Verdet : Le Réseau est indépendant des partis. Le CA va proposer une campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes.

Rémi Verdet : Pour le grand public, le nucléaire c'est la production d'électricité. Le contexte réel lui est inconnu. Il faut faire le lien entre production d'électricité et production des déchets nucléaires.

Benoît ? : Il faut également relier cela aux enjeux d'argent, de lobbying industriel. Il est difficile de convaincre, si on n'apporte pas de propositions en face.

Thomas Jorand : Ne pas oublier l'angle d'attaque économique, notamment le coût des démantèlements. Ne pas toujours compter sur l'interpellation des médias, il faut apprendre à être nos propres médias, faire le travail de diffusion de l'information nous-mêmes par le travail de terrain.

Nicolas Dépret : Les déchets et leurs transports sont un bon moyen de sensibiliser un nouveau public. Les transports maillent le territoire, bien plus que les centrales elles-mêmes.

Benoît ? : Pour faire le lien avec le nucléaire militaire, il faudrait ajouter au champ DDT la problématique de l'uranium appauvri.

Consensus des participants :

- La mise en place d'une base de données communes serait nécessaire, pour archiver les rapports, avec nos analyses, et mettre en commun. A destination des militants dans un premier temps, puis pourquoi pas ouvrir aux journalistes, etc. Il ne faut pas seulement accumuler des infos, mais les partager entre nous et les diffuser. Uniquement de l'information de fond, sourcée, issus de documents officiels, de rapports d'expertise, des médias, ... mais pas de tracts ni pétitions. Il s'agit de faire ressortir les infos que l'on trouve en épluchant les rapports, les sites officiels... et de les mettre en commun pour mutualiser les trouvailles que chacun fait dans son activité locale, permettre des recoupements.
- Diffusion régulière par les assos, sur la liste DDT, de rapports extrêmement synthétiques de leurs activités sur les problématiques DDT auxquelles elles travaillent.

Participation au groupe DDT :

Jérôme Salès (SDN Lot) : FAVL / Mines d'uranium

Jean-Marie Frontini (SDN 49) : démantèlement des réacteurs UNGG de Chinon

Guy Pezet (Sérènes Sereines) : Déchets (lecture de rapports)

Antoine Calandra (Médiane) : Démantèlements des INB de Cadarache

[Antoine a depuis quitté le groupe pour rejoindre le comité Juridique du Réseau, les opportunités de lutte sur ces projets étant à ce jour juridiques]

Rémi Verdet (Stop Transports – Halte au nucléaire) : Transports / Démantèlement de Fessenheim

Domitille Hugentobler (Chiche !) signale que Chiche Grenoble est bien impliqué dans la lutte contre les transports de déchets. Un groupe à contacter.

Alice Monier (Tchernoblaye) : participer à la lecture et à l'analyse de documents officiels

Bernadette Parance (CACENDR) signale que CACENDR (notamment Daniel Michel) travaille sur les transports de déchets, sur Bure, les démantèlements.

Fin du compte rendu

Atelier n°4 : Sorties du nucléaire et outils de communication

Samedi 31 janvier

Animation : Lionel Cavicchioli

Rapporteur pour compte rendu oral devant l'AG : Lionel Cavicchioli

Compte rendu écrit : Nadège Morel

Participant-e-s : Guy Batiot, Antoine Bonduelle, Frédéric Boutet, Alain Corr ea, Luc Dazy, Patrick Destruhaut, Hélène Doumens-Lefèvre, Pierre Dutoit, Monique Guittenit, Christiane Jadelao, Murielle Joulin, Gérard Leprieur, François Mativet, Didier Mehl, Hugues Ménard, Dominique Plancke, Jean-Marie Radel, Marc Saint-Aroman, Suzanne Simon, Yann Triganne

Synthèse des constats et des idées qui sont ressortis pendant l'atelier

Constats :

Il est très difficile de contrebalancer le pouvoir de communication des lobbys dans les grands médias.

La lutte antinucléaire dispose d'arguments " vidents" et de poids, qui restent pourtant majoritairement ignorés du grand public. Au contraire, on constate que les antinucléaires ont une image plutôt négative dans l'opinion publique. Ils sont généralement vus comme étant rétrogrades, agressifs, pas crédibles.

On constate également une difficulté à entrer en contact avec un public non convaincu et   sortir des réseaux limités de militants.

A privilégier :

- **Passer de l'anti au pour** --> faire mieux passer qu'on est force de proposition.
- **Véhiculer un message positif**, optimiste (les messages négatifs sont perçus comme "plombant", décourageant). Veiller à transmettre l'aspect positif pas seulement dans le message mais aussi dans l'IMAGE. Ex : L'autocollants "sortons de l'age du nucléaire" regroupe une phrase positive et une image négative : il a peu de succès. L'autocollant "nucléaire non merci" a beaucoup de succès, malgré son slogan négatif, grace au visuel du soleil positif.
- **veiller à la fiabilité du discours et des arguments** : citer ses sources, favoriser l'expertise et la rigueur scientifique...
- **mettre en avant la capacité de création d'emploi des alternatives**, bien supérieure à celle du nucléaire
- **favoriser la simplicité du message** (chercher des slogans courts, voire simplistes)

Les différents scénarios de sortie publiés par le Réseau (Etude sur l'EPR, Scénarios de sortie rapide, Etude Virage Energie) sont un outil extrêmement intéressant pour répondre à tous ces points, car ils répondent à la question "qu'est-ce que vous proposez". Ils ne sont malheureusement pas assez connus et pas assez exploités.

Idées d'actions qu'il faudrait mettre en oeuvre pour mieux mettre en valeur nos propositions

Pour augmenter la diffusion des scénarios : démarchage au niveau local, pour identifier des interlocuteurs qui puissent diffuser les scénarios dans leurs réseaux

Pour décliner le scénario virage energie dans d'autres régions, il faudrait identifier au niveau local des lieux/personnes ressources qui en auraient l'envie et la capacité. Ex : mobiliser de jeunes ingénieurs qui ont les compétences.

Pour rendre les scénarios plus concrets et accessibles, il faudrait :

- prendre contact avec les espaces infos énergie pour disposer par exemple d'un annuaire d'installateurs par région
- référencer des lieux (communes pilotes) qui ont mis en oeuvre des alternatives en France et en Europe
- réaliser une brochure de vulgarisation qui présenterait les différents scénarios + des exemples de réalisations concrètes
- Faire des démonstrations, par exemple montrer une chaudière en cogénération sur une remorque

Quels moyens pour faire face à la communication de masse de l'industrie nucléaire ?

La grande publicité n'est pas accessible financ irement, il faut avoir recours à d'autres moyens de communication. Quelques idées :

- faire venir le représentant d'une ville pilote en renouvelables et organiser une tournée de conférences
 - favoriser le buzz ("agitation"-débat-rumeurs sur internet) ;
 - réaliser des grandes affiches que tous les antinucléaires pourraient mettre dans leur jardin, sur leurs murs, etc...
- Avec un thème simple, peut-être les emplois.
- monter un réseau de vigilance sur la presse pour réagir aux articles pronucléaire (courrier des lecteurs)
 - refaire un journal à + d'1 million d'ex pour toucher la France entière
 - organiser des ½ journées de formation pour les journalistes, ou sous forme de kit.
 - réaliser un guide des contre-arguments et contre-exemple en fonction des situations d'actualité
 - profiter des élections européennes pour provoquer un débat dans l'opinion publique sur la position des politiques vis à vis du nucléaire

Idées de contacts à prendre

- étudier tout moyen de toucher le public des jeunes (dans les écoles, dans les facs) et des enseignants
- entretenir plus de liens avec les Espace Info Energie
- lier contact avec les Conseil Economique et Social régionaux ; Les Offices publics de HLM, l'habitat social, les conseils de HLM ; les régies de quartier pour organiser des chantiers écologiques ;
- rencontrer des industriels, les grandes surfaces, les parcs naturels pour les sensibiliser sur leurs moyens de production d'énergie.
- Contacter les industriels (mais aussi les politiques qui peuvent imposer des normes et les journalistes) pour leur demander de remédier à l'impossibilité de mettre certains appareils en veille.

Fin du compte rendu